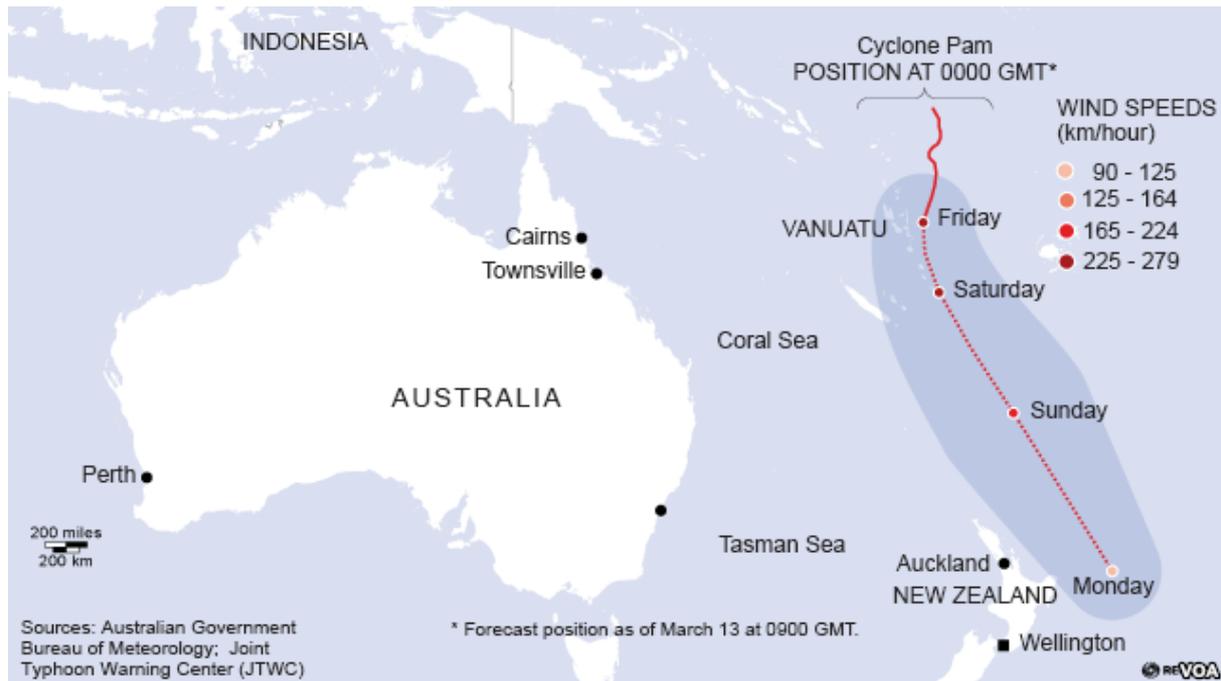


Situation d'urgence au Vanuatu



Contexte : le cyclone Pam

L'archipel de Vanuatu, situé dans le sud de l'océan pacifique, a été victime, dans la nuit du 13 au 14 mars 2015, du passage dévastateur du cyclone Pam de catégorie 5 (niveau maximum). Des vents allant jusqu'à 330 km/h et des vagues de 8 mètres ont ravagé une grande partie des 83 îles composant cet archipel de 270 000 habitants.

Les Nations Unies évoquaient, lundi 16 mars, au moins 24 morts, une trentaine de blessés et 3300 déplacés. Le bilan est toutefois provisoire puisque de nombreuses îles, les plus reculées, restent encore aujourd'hui injoignables, certaines ONG évoquant même la possibilité qu'elles aient été entièrement dévastées par le passage du cyclone Pam.

Vivien Maidaborn, directrice exécutive de l'UNICEF en Nouvelle-Zélande a déclaré que « *les premières informations indiquent que cette catastrophe naturelle pourrait être l'une des pires dans l'histoire du Pacifique* ».

Le président de Vanuatu, Baldwin Lonsdale a évoqué, dans une déclaration depuis Sendai (Japon) où il participait à la conférence mondiale pour la réduction des risques des catastrophes naturelles, que selon lui, le "*changement climatique*" avait "*contribué au désastre*" : "*Nous assistons à la montée du niveau de la mer, à la modification des schémas météorologiques.*" L'archipel figure en effet en première position d'un indice mondial d'exposition humaine face au risque de changement climatique établi par l'ONU.

Etat des lieux de la crise humanitaire

Les ONG sur place déplore une situation catastrophique pour les habitants de l'archipel figurant déjà parmi les pays pauvres du monde. Le directeur général de la Croix-Rouge française décrit même une situation « *apocalyptique* » amenant à terme un travail de reconstruction draconien :

« Les villes sont très abîmées. Quand on sort de chez soi, on est face à une situation apocalyptique. Il faut que les populations soient très prudentes. Il y a un gros travail de reconstruction, de relogement : signalisation, panneaux métalliques, habillage de magasins, tout ça a volé. » (Stéphane Mantinon, Croix-Rouge française).

Les ONG évoquent la destruction de 85 à 90% des maisons de la capitale, Port-Vila. Des villages entiers auraient également été décimés dans les différentes provinces touchées de plein fouet par la catastrophe. Les écoles ont été détruites, les cliniques lourdement endommagées et les centres d'hébergement sont saturés. Par ailleurs, les ONG craignent que des maladies surviennent rapidement si l'eau potable manque et si les conditions d'hygiène sont insuffisantes. De plus, de nombreux risques de sur incidents ont été évoqués tels que des accidents de la route, des fils électriques à découvert pouvant provoquer des électrocutions ou des chutes d'objets pouvant blesser les passants.

L'aide humanitaire de première urgence est, à l'heure actuelle, la priorité : aide médicale, distribution de vivres, abris provisoires etc. Il y aurait en effet, près de 100 000 sans abris actuellement selon le directeur d'OXFAM, Colin Colette.

La distribution de l'aide d'urgence est compliquée par le fait que le pays soit un archipel, composé de nombreuses îles reculées et très isolées. Se déplacer en avion pour atteindre les populations affectées par le cyclone qui ont besoins de secours ou de vivres peut parfois être difficile au regard de la situation. Un grand nombre d'ONG, dont CARE, font d'ailleurs part de leur forte inquiétude concernant certaines îles telles que l'île de Tanna, composée de plus de 30 000 habitants, avec lesquelles la communication est toujours impossible.

Les opérations de nettoyage ont déjà commencé, surtout dans la capitale : « *Les choses s'améliorent à Port-Vila, les gens retournent sur les marchés et s'attaquent au nettoyage* » selon Tom Perry de l'ONG Care. Il est toutefois urgent de pouvoir atteindre les provinces reculées de l'île afin de réaliser un état des lieux des dommages et des besoins d'assistance humanitaire.

Appel au soutien international

Le président Baldwin Lonsdale a appelé au soutien de la communauté internationale, suivi par de nombreuses ONG qui ont lancé des appels aux dons. Le dirigeant du pays a déclaré samedi : « *Dans l'immédiat, il nous faut un soutien humanitaire ; à plus long terme nous avons besoin d'une aide financière et d'assistance pour commencer à reconstruire nos infrastructures. Nous avons tout à reconstruire* »

Le président François Hollande a exprimé samedi son "plein soutien" au Vanuatu et il a promis une assistance française. Dimanche un avion militaire français chargé de matériel de secours et une équipe d'évaluation, première action d'une opération de secours plus vaste, qui pourrait être complétée dans la semaine. Cette action est déployée dans le cadre des accords Franz (FR pour France, A pour Australie et NZ pour Nouvelle-Zélande), signés en 1992, permettant de venir rapidement en aide aux pays du Pacifique victimes de catastrophes naturelles. Les trois pays mettent alors en commun leurs moyens civils et militaires.

Ouverture d'un fonds de solidarité des collectivités territoriales françaises

Au regard de l'ampleur de la catastrophe et des dégâts causés, Cités Unies France a ouvert, mardi 17 mars, un compte pour le fonds « Solidarité Vanuatu ».

A terme, l'objectif de ce fonds sera de mener un projet de réhabilitation et/ou de reconstruction (d'infrastructures et/ou de services publics) avec une ou plusieurs collectivités de l'archipel touchée(s) par le passage du cyclone.

Toute collectivité désireuse de participer à cette initiative de solidarité pourra envoyer des fonds. Selon les règles fixées par le Bureau Exécutif de Cités Unies France la gestion de ce fonds se fera par un comité conjoint des donateurs. Les projets de reconstruction en partenariat avec les collectivités de Vanuatu seront ainsi définis et validés par ce comité.

Contacts

Pour toute information complémentaire et pour participer à cette initiative vous pouvez contacter à Cités Unies France :

Simoné GIOVETTI

E-mail : s.giovetti@cites-unies-France.org

Tel. : 01 53 41 81 87

Ou :

Lucie Allex-Billaud

E-Mail : l.allexbillaud@cites-unies-France.org

Tel : 01 53 41 81 85